

Les États-Unis violent les droits de l'homme en imposant des sanctions à Cuba, à l'Iran et à la Syrie, dénonce la Chine



Beijing, 28 mars (RHC) La Chine a dénoncé mardi qu'en 2022, les États-Unis ont commis des violations extrêmes des droits de l'homme en imposant des sanctions unilatérales plus longues contre des pays tels que Cuba, la Syrie et l'Iran, et en maintenant ouverte la prison de Guantanamo.

Selon un rapport du Bureau d'information du Conseil des affaires d'État (Bureau du Cabinet), l'imposition de ces politiques punitives a touché les populations de ces pays en réduisant l'accès à la nourriture et aux médicaments, et en augmentant les crises humanitaires.

Il a défini les États-Unis comme le pays le plus prolifique en matière de sanctions dans le monde car "ils ont mis en place des mesures contre plus de 20 nations, dont Cuba depuis 1962, l'Iran depuis 1979, la Syrie depuis 2011 et l'Afghanistan au cours des dernières années".

Dans le cas de l'île des Caraïbes, le texte déplore le maintien du blocus économique, financier et commercial malgré la forte condamnation de la communauté internationale.

"Le 3 novembre 2022, l'Assemblée générale des Nations Unies a voté pour la 30e fois la condamnation de l'embargo économique, financier et commercial (blocus) contre Cuba, avec le soutien de 185 des 193 membres", ajoute le texte.

Par ailleurs, l'article mentionne le refus de Washington de fermer la prison ouverte dans la base navale de Guantánamo en 2002, base qui occupe une portion du territoire de Cuba contre la volonté de son gouvernement et de son peuple.

Il déplore l'envoi dans cette prison de quelque 780 individus sans procès et les traitements inhumains auxquels ils sont soumis.

Le site, ajoute le texte, est un chapitre horrible des violations des droits de l'homme et une tache sur l'engagement du gouvernement américain en matière d'application de la loi.

Le texte chinois rappelle également que l'année dernière, des experts indépendants du Conseil des droits de l'homme des Nations unies ont condamné l'existence de la prison de la base navale de Guantanamo, appelé à sa fermeture et demandé que les responsables des crimes qui y ont été commis soient poursuivis.

Le document du Cabinet énumère en six chapitres des faits, des chiffres et des avis d'experts et d'organisations internationales sur le recul des États-Unis en matière de protection de ces garanties au cours de l'année 2022 et sur la manière dont les violations persistantes exacerbent les problèmes politiques, sociaux et économiques.

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/318037-les-etats-unis-violent-les-droits-de-lhomme-en-imposant-des-sanctions-a-cuba-a-liran-et-a-la-syrie-denonce-la-chine>



Radio Habana Cuba